

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 99/36012]

**Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest
Erkenning als bodemsaneringsdeskundige
Opheffing**

Bij ministerieel besluit van 14 mei 1999 wordt het ministerieel besluit van 20 december 1996 houdende erkenning van IGN-België nv als bodemsaneringsdeskundige van type 2 opgeheven.

Bij ministerieel besluit van 14 mei 1999 wordt het ministerieel besluit van 4 oktober 1996 houdende erkenning van SGS Ecocare Consultants NV als bodemsaneringsdeskundige van type 2 opgeheven.

[C – 99/36011]

Stortverboden. — Afwijkingen

Bij ministerieel besluit van 22 juni 1999 wordt aan N.V. DEPOVAN onder een aantal voorwaarden afwijking verleend voor het storten van een aantal afvalstoffen op de categorie-2 stortplaatsen gelegen te Moorseelesteenweg 32 in Rumbeke (Roeselare) vanaf 1 juli 1998 tot 30 juni 2000.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[C – 99/36012]

**Société publique des Déchets pour la Région flamande
Agrément en qualité d'expert en assainissement du sol
Abrogation**

Par arrêté ministériel du 14 mai 1999 l' arrêté ministériel du 20 décembre 1996 portant agrément IGN-België sa en qualité d'expert en assainissement du sol de type 2 est levé.

Par arrêté ministériel du 14 mai 1999 l' arrêté ministériel du 4 octobre 1996 portant agrément de SGS Ecocare Consultants en qualité d'expert en assainissement du sol de type 2 est levé.

TRADUCTION

[C – 99/36011]

Interdiction de décharges. — Drogations

Par arrêté ministériel du 22 juin 1999 une dérogation est autorisée à S.A. DEPOVAN pour déposer sous certains conditions certains déchets sur les décharges catégorie 2 situées à Moorseelesteenweg 32 à Rumbeke (Roeselare) pour une durée du 1^{er} juillet 1998 jusqu'au 30 juin 2000.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 99/29443]

21 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au remplacement de certains membres du personnel dans les services continus des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française;

Vu le protocole n° 221 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 9 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juin 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 juin 1999;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 21 juin 1999,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, au Commissariat général aux Relations internationales, à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et au Service de Perception de la redevance Radio et Télévision de la Communauté française.

CHAPITRE 2. — *Services continus**Section 1^{ère}*. — Enumération des services continus

Art. 2. Dans chacune des entités administratives reprises ci-après, des "services continus" sont définis.

Ils sont considérés comme tels à l'égard des membres du personnel qui sont repris en regard de leur intitulé :

A. Dans les Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française :

1. Dans l'ensemble du Ministère :

- membres du personnel exerçant des fonctions de concierge pour ce qui concerne celles-ci;
- membres du personnel exerçant des fonctions de téléphoniste dans les centraux téléphoniques;
- membres du personnel de niveau 2, de niveau 3 ou de niveau 4 exerçant leurs fonctions dans les restaurants et cafétérias;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'infirmier;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'accueil.

2. Pour les Services du Secrétariat général :

- Téléphone vert : tous les membres du personnel.

3. Pour l'Administration générale de l'Aide à la jeunesse, de la Santé et du Sport :

1°) A la Direction générale de l'Aide à la jeunesse

- Groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse : tous les membres du personnel;
- Services de l'Aide à la jeunesse et Services de Protection judiciaire : tous les membres du personnel;

2°) A la Direction générale du Sport

- Centres ADEPS : tous les membres du personnel.

4. Pour l'Administration générale de la Culture et de l'Informatique :

1°) au Service général de l'informatique et des statistiques : tous les membres du personnel visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 19 mai 1999 accordant une allocation aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public qui sont chargés de tâches informatiques;

2°) à la Direction générale de la Culture

Centres de rencontre : tous les membres du personnel;

Centre Culturel Marcel Hicter : tous les membres du personnel;

Centre de prêt de matériel : tous les membres du personnel;

Musée royal de Mariemont : tous les membres du personnel.

B. Au Commissariat général aux Relations internationales :

- membres du personnel exerçant des fonctions de téléphoniste dans les centraux téléphoniques;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'infirmier;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'accueil.

C. A l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

1°) Dans l'ensemble de l'organisme :

- membres du personnel exerçant des fonctions de concierge pour ce qui concerne celles-ci;
- membres du personnel de niveau 2, de niveau 3 ou de niveau 4 exerçant leurs fonctions dans les restaurants et cafétérias;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'accueil.

2°) A l'administration centrale :

- membres du personnel exerçant des fonctions de téléphoniste;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'infirmier.

3°) Dans les centres d'accueil :

- membres du personnel titulaires du grade de gradué (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 3) ou qui en exercent les fonctions en exécution de leur contrat de travail;
- membres du personnel titulaires du grade d'adjoint (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 2) ou qui en exercent les fonctions en exécution de leur contrat de travail.

D. Au Service de Perception de la redevance Radio et Télévision de la Communauté française :

- membres du personnel exerçant des fonctions de téléphoniste dans le central téléphonique;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'accueil;
- membres du personnel visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 19 mai 1999 accordant une allocation aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public qui sont chargés de tâches informatiques;
- membres du personnel exerçant des fonctions de contrôle de la redevance et qui sont amenés, à raison de celles-ci, à prester en-dehors des heures de service;
- membres du personnel exerçant des fonctions d'infirmier;

Art. 3. Le remplacement des membres du personnel qui délaissent leurs fonctions de manière temporaire ou définitive, est assuré dans les services continus, à l'égard des membres du personnel visés à l'article 2.

L'alinéa 1 n'est toutefois pas applicable lorsque la fonction est délaissée à la suite d'une mutation autre que résultant d'un écartement consécutif à une décision en ce sens prise par le SSA ou par l'organisme de médecine du travail, d'une modification du poste de travail ou d'une mise à disposition.

Section 2. — Procédures de recrutement

Art. 4. Sans préjudice des articles 5 et 6, les remplacements visés à l'article 3 s'effectuent selon les règles fixées par l'arrêté du Gouvernement du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire et par l'article 6 § 1, 2° de l'arrêté du Gouvernement du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

Art. 5. Il peut être dérogé à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement du 9 février 1998 visé à l'article 4 en faveur des membres du personnel repris ci-après :

1°) à la Direction générale de l'Aide à la jeunesse - Groupe des Institutions Publiques de protection de la Jeunesse : les membres du personnel titulaires d'un des grades suivants ou qui en exercent les fonctions en exécution de leur contrat de travail :

- premier gradué ou première graduée (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 3);
- premier gradué ou première graduée (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 2);
- chef de groupe;
- assistant social en chef;
- gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 3);
- gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 2);
- premier assistant ou première assistante (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 2);
- assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale (catégorie : spécialisé - groupe de qualification : 2);
- premier adjoint ou première adjointe (catégorie : technique - groupe de qualification : 3);
- adjoint ou adjoint principal ou adjointe ou adjointe principale (catégorie : technique - groupe de qualification : 3);
- premier agent ou première agente (catégorie : technique - groupe de qualification : 3);
- premier agent ou première agente (catégorie : technique - groupe de qualification : 2);
- agent ou agent principal ou agente ou agente principale (catégorie : technique - groupe de qualification : 3);
- agent ou agent principal ou agente ou agente principale (catégorie : technique - groupe de qualification : 2);

2°) à la Direction générale de l'Aide à la jeunesse - Groupe des Institutions Publiques de protection de la Jeunesse et Services de l'Aide à la jeunesse et Services de Protection judiciaire :

a) pour le Groupe des Institutions Publiques de protection de la Jeunesse : tous les membres du personnel, à l'exception de ceux repris au 1°);

b) pour les Services de l'Aide à la Jeunesse et les Services de Protection judiciaire : tous les membres du personnel, à l'exception de ceux qui exercent des fonctions de conseiller de l'aide à la jeunesse, de directeur de l'aide à la jeunesse, de conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse et de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse;

3°) pour les Services du Secrétariat général - Service social : tous les membres du personnel exerçant leurs fonctions dans les restaurants et cafétérias.

Art. 6. Le membre du personnel engagé dans le cadre des dispositions du présent chapitre doit remplir les conditions exigées pour la nomination à titre définitif dans le grade correspondant à sa fonction, déterminées par l'arrêté du Gouvernement portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement - Ministère de la Communauté française.

Sa rémunération est fixée dans l'échelle de base du niveau correspondant à sa fonction, étant entendu qu'il doit posséder le diplôme requis pour ce niveau.

Section 3. — Services continus fonctionnant en permanence

Art. 7. Dans les services continus suivants fonctionnant 24 h sur 24, la durée totale des contrats conclus en application de la section 2 doit être égale, pour chaque semestre et pour ce qui concerne les remplacements des membres du personnel exerçant les fonctions reprises en regard de leur intitulé, à la durée totale des absences de ces membres du personnel :

1°) A l'Administration générale de l'Aide à la jeunesse, de la Santé et du Sport :

a) à la Direction générale de l'Aide à la jeunesse - Groupe des Institutions publiques de protection de la jeunesse : pour toutes les fonctions;

b) à la Direction générale du Sport - centres ADEPS : pour les fonctions d'hébergement.

2°) A l'Administration générale de la Culture et de l'Informatique :

a) à la Direction générale de la Culture : les fonctions d'hébergement dans les centres de rencontre et centre culturel;

b) au Service général de l'informatique et des statistiques : les fonctions exercées par les membres du personnel visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 10 septembre 1998 octroyant une allocation aux membres du personnel du Service général de l'Informatique et des Statistiques du Ministère de la Communauté française qui effectuent des prestations nocturnes.

Pour l'application de cette disposition, la période de référence est le semestre précédent.

Ne sont pas comprises dans ce volume des absences celles qui sont consécutives aux mutations autres que celles résultant d'un écartement consécutif à une décision en ce sens prise par le SSA ou par l'organisme de médecine du travail, de modifications des postes de travail ou de mises à disposition.

Ne sont pas non plus comprises dans ce volume les absences consécutives aux dispenses de service accordées.

CHAPITRE 3. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

Art. 8. Dans l'arrêté du Gouvernement du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il est inséré un article *6bis* et un article *6ter*, rédigés comme suit :

« Article *6bis* : Par dérogation à l'article 6, § 1^{er}, 2°, délégation est accordée au Secrétaire général pour signer, sur proposition de la Direction générale de l'Aide à la jeunesse, les contrats d'engagement ou les actes de mise au travail des membres du personnel visés à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement relatif au remplacement de certains membres du personnel dans les services continus des Services du Gouvernement de la Communauté française et à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.

Le Secrétaire général peut déléguer au Directeur général de la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique le pouvoir qui lui est accordé à l'alinéa précédent.

La proposition visée à l'alinéa 1^{er} est formulée par le fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de l'Aide à la jeunesse ou par tout agent de rang 12 au moins qu'il délègue à cette fin.

Article *6ter* : Pour l'application de l'article 5, 2° de l'arrêté du Gouvernement relatif au remplacement de certains membres du personnel dans les services continus des Services du Gouvernement de la Communauté française et à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, il ne sera fait usage du pouvoir visé à l'article *6bis* qu'en faveur de personnes ayant déjà été engagées pour effectuer des prestations à la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse ou dans toute entité administrative antérieurement compétente pour la politique de l'Aide à la jeunesse ou de la Protection de la jeunesse, ou qu'en faveur de personnes ayant effectué un stage dans le cadre de leurs études au sein du groupe des Institutions publiques de Protection de la jeunesse, d'un Service de l'Aide à la jeunesse ou d'un Service de Protection judiciaire.

Pour l'application de l'article 5, 3° du même arrêté, il ne sera fait usage du pouvoir visé à l'article *6bis* qu'en faveur de personnes ayant déjà été engagées pour effectuer des prestations dans les services du restaurant et des cafétérias du Ministère de la Communauté française. » .

Art. 9. Par dérogation à l'article 7, alinéa 2, la période de référence pour la première application de ce principe est le premier semestre de l'année 1999.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 99/29443]

21 JUNI 1999. — Besluit van de Regering betreffende de vervanging van sommige personeelsleden voor de ononderbroken diensten in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 september 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 221 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 9 juni 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juni 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 juni 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 21 juni 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, op het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap, op de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en op de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 2. — *Ononderbroken diensten**Afdeling 1. — Opsomming van de ononderbroken diensten*

Art. 2. In elk van de hierna vermelde administratieve entiteiten, worden « ononderbroken diensten » bepaald.

Zij worden als dusdanig beschouwd ten aanzien van de personeelsleden die naast hun benaming worden opgenomen :

A. In de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap :

1. In het gehele Ministerie :

- personeelsleden die het ambt van conciërge uitoefenen, voor wat dit ambt betreft;
- personeelsleden die het ambt van telefonist in de telefooncentrales uitoefenen;
- personeelsleden van niveau 2, niveau 3 of niveau 4 die hun ambt in de restaurants en cafetaria's uitoefenen;
- personeelsleden die het ambt van ziekenverpleger uitoefenen;
- personeelsleden die een onthaalambt uitoefenen.

2. Voor de Diensten van het Secretariaat-generaal :

Groene lijn : alle personeelsleden.

3. Voor het Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport :

1°) In de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd :

- Groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming : alle personeelsleden;

Diensten voor Hulpverlening aan de Jeugd en Diensten voor Gerechtelijke Bescherming : alle personeelsleden.

2°) In de Algemene Directie Sport :

- « ADEPS »-centra : alle personeelsleden.

4. Voor het Algemeen Bestuur Cultuur en Informatica :

1°) in de Algemene Dienst voor informatica en statistieken : alle personeelsleden bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van 19 mei 1999 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut belast met computeropdrachten;

2°) in de Algemene Directie Cultuur

Ontmoetingscentra : alle personeelsleden;

Cultureel Centrum Marcel Hicter : alle personeelsleden;

Centrum voor het uitlenen van materieel : alle personeelsleden;

Koninklijk Museum Mariemont : alle personeelsleden.

B. In het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België :

- personeelsleden die het ambt van telefonist in de telefooncentrales uitoefenen;

personeelsleden die het ambt van ziekenverpleger uitoefenen;

personeelsleden die een onthaalambt uitoefenen.

C. In de « Office de la Naissance et de l'Enfance » :

1°) In de gehele instelling :

personeelsleden die het ambt van conciërge uitoefenen, voor wat dit ambt betreft;

personeelsleden van niveau 2, van niveau 3 of van niveau 4, die hun ambt in de restaurants en de cafetaria's uitoefenen;

personeelsleden die een onthaalambt uitoefenen.

2°) In het centraal bestuur :

- personeelsleden die het ambt van telefonist uitoefenen;

personeelsleden die het ambt van ziekenverpleger uitoefenen.

3°) In de opvangcentra :

personeelsleden die titularis zijn van de graad van gegradueerde (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 3) of die er het ambt van uitoefenen ter uitvoering van hun arbeidsovereenkomst;

personeelsleden die titularis zijn van de graad van adjunct (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 2) of die er het ambt van uitoefenen ter uitvoering van hun arbeidsovereenkomst.

D. In de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap :

personeelsleden die het ambt van telefonist in de telefooncentrale uitoefenen;

personeelsleden die een onthaalambt uitoefenen;

- personeelsleden bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van 19 mei 1999 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut belast met computeropdrachten;

personeelsleden die een ambt uitoefenen in verband met het toezicht op de heffing van het kijk- en luistergeld, en die, omwille van dat ambt, uren buiten de diensturen moeten presteren;

personeelsleden die het ambt van ziekenverpleger uitoefenen.

Art. 3. Voor de ononderbroken diensten wordt voorzien in de vervanging van de personeelsleden bedoeld in artikel 2 die hun ambt tijdelijk of definitief verlaten.

Lid 1 is echter niet van toepassing als het ambt verlaten wordt ten gevolge van een andere overplaatsing dan deze die voortvloeit uit een verwijdering als gevolg van een beslissing in deze zin genomen door de administratieve gezondheidsdienst of door de arbeidsgeneeskundige instelling, van een wijziging van de arbeidspost of van een terbeschikkingstelling.

Afdeling 2. — Wervingsprocedures

Art. 4. Onverminderd de artikelen 5 en 6, geschiedt de vervanging bedoeld in artikel 3 volgens de regels vastgesteld door het besluit van de Regering van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole en bij artikel 6, § 1, 2° van het besluit van de Regering van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 5. Er kan worden afgeweken van artikel 6 van het besluit van de Regering van 9 februari 1998 bedoeld in artikel 4 voor de hierna vermelde personeelsleden :

1° bij de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd - Groep overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming : de personeelsleden die titularis zijn van één van de volgende graden of die er de ambten van ter uitvoering van hun arbeidsovereenkomst uitoefenen :

- eerste gegraduateerde (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 3);
- eerste gegraduateerde (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 2);
- groepschef;
- hoofdmaatschappelijk assistent;
- gegraduateerde of eerstaanwend gegraduateerde (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 3);
- eerste assistent (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 2);
- gegraduateerde of eerstaanwend gegraduateerde (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 2);
- assistent of eerstaanwend assistent (categorie : gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 2);
- eerste adjunct (categorie : technisch - kwalificatiegroep : 3);
- adjunct of eerstaanwend adjunct (categorie : technisch - kwalificatiegroep : 3);
- eerste beambte (categorie : technisch - kwalificatiegroep : 3);
- eerste beambte (categorie : technisch - kwalificatiegroep : 2);
- beambte of eerstaanwend beambte (categorie : technisch - kwalificatiegroep : 3);
- beambte of eerstaanwend beambte (categorie : technisch - kwalificatiegroep : 2);

2° bij de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd - Groep Overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming en Diensten voor Hulpverlening aan de Jeugd en Diensten voor Gerechtelijke Bescherming :

a) voor de Groep Overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming : alle personeelsleden, met uitzondering van deze die in 1°) vermeld zijn;

b) voor de Diensten voor Hulpverlening aan de Jeugd en de Diensten voor Gerechtelijke Bescherming : alle personeelsleden, met uitzondering van deze die de ambten van adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, directeur voor hulpverlening aan de jeugd, adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en adjunct-directeur voor hulpverlening aan de jeugd uitoefenen;

3° voor de Diensten van het Secretariaat-generaal - Sociale dienst : alle personeelsleden die hun ambt in de restaurants en cafetaria's uitoefenen.

Art. 6. Het personeelslid dat in het kader van de bepalingen van dit hoofdstuk geworven wordt, moet de voorwaarden vervullen die vereist zijn voor de benoeming in vast verband in de graad die overeenstemt met zijn ambt, bepaald door het besluit van de Regering houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn bij de werving in sommige graden in de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Zijn bezoldiging wordt vastgesteld in de basisschaal van het niveau dat overeenstemt met zijn ambt, met dien verstande dat hij houder moet zijn van het diploma dat vereist is voor dat niveau.

Afdeling 3. — Ononderbroken diensten die permanent werken

Art. 7. Voor de volgende ononderbroken diensten die 24 u. op 24 werken, moet de totale duur van de overeenkomsten die met toepassing van afdeling 2 gesloten zijn, voor elk semester en voor de vervanging van de personeelsleden die de ambten vermeld naast hun benaming uitoefenen, gelijk zijn aan de totale duur van de afwezigheden van die personeelsleden :

1° In het Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport :

a) in de Algemene Directie Hulpverlening aan de jeugd - Groep Overheidsinstellingen voor jeugdbescherming : voor alle ambten;

b) in de Algemene Directie Sport - « ADEPS »-centra : voor de huisvestingsambten.

2° In het Algemeen Bestuur Cultuur en Informatica :

a) in de Algemene Directie Cultuur : de huisvestingsambten in de ontmoetingscentra en de culturele centra;

b) in de Algemene Dienst Informatica en Statistiek : de ambten die worden uitgeoefend door de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van 10 september 1998 waarbij een toelage wordt toegekend aan de personeelsleden van de Algemene Dienst Informatica en Statistiek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die nachtprestaties verrichten.

Voor de toepassing van deze bepaling, is de referentieperiode het voorafgaande semester.

In het volume van die afwezigheden worden niet opgenomen, deze die voortvloeien uit andere overplaatsingen dan deze die voortvloeien uit een verwijdering als gevolg van een beslissing in deze zin genomen door de administratieve gezondheidsdienst of door de arbeidsgeneeskundige instelling, van wijzigingen in de arbeidsposten of terbeschikkingstellingen.

In dat volume worden niet meer opgenomen de afwezigheden die voortvloeien uit de toegestane dienstvrijstellingen.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 8. In het besluit van de Regering van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap worden een artikel *6bis* en een artikel *6ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *6bis* : In afwijking van artikel 6, § 1, 2°, wordt delegatie toegestaan aan de Secretaris-generaal om, op voorstel van de Algemene Directie Hulpverlening aan de jeugd, de overeenkomsten voor aanwerving of de akten van tewerkstelling te ondertekenen van de personeelsleden bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Regering betreffende de vervanging van sommige personeelsleden voor de ononderbroken diensten van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

De Secretaris-generaal kan aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken de bevoegdheid die hem bij vorig lid wordt toegestaan, delegeren.

Het in lid 1 bedoelde voorstel wordt gedaan door de leidend ambtenaar van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd of door iedere ambtenaar van ten minste rang 12 die hij daartoe delegeert.

Art. *6ter*. Voor de toepassing van artikel 5, 2° van het besluit van de Regering betreffende de vervanging van sommige personeelsleden voor de ononderbroken diensten van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt gebruik gemaakt van de bevoegdheid bedoeld in artikel *6bis* alleen voor de personen die reeds zijn aangeworven om prestaties te verrichten in de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd of in elke administratieve entiteit die vroeger bevoegd was voor het beleid inzake Hulpverlening aan de Jeugd of Jeugdbescherming, of voor personen die een stage hebben gevolgd in het kader van hun studies binnen de groep Overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming, een Dienst voor Hulpverlening aan de Jeugd of een Dienst voor Gerechtelijke Bescherming.

Voor de toepassing van artikel 5, 3°, van hetzelfde besluit, wordt gebruik gemaakt van de bevoegdheid bedoeld in artikel *6bis* alleen voor de personen die reeds zijn aangeworven om prestaties te verrichten in de diensten van het restaurant en de cafetaria's van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 9. In afwijking van artikel 7, lid 2, is de referentie-periode voor de eerste toepassing van dat principe het eerste semester van het jaar 1999.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister van ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

[99/29380]

Nomination de membre du personnel de l'enseignement

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999, Mlle Gilberte Christiaen est nommée à la fonction d'inspectrice principale de l'enseignement fondamental subventionné à la date du 1^{er} juillet 1999, M. Alain Filleul est nommé à la fonction d'inspecteur principal de l'enseignement fondamental subventionné à la date du 1^{er} juillet 1999.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27614]

19 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 25 janvier 1999 constatant la désaffectation et décidant l'expropriation du site n° SAE/LS80 dit « Ateliers Cabay-Jouret » à La Louvière

Le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 181 et 182, § 1^{er}, relatifs à la rénovation des sites d'activité économique désaffectés d'intérêt régional;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1999 constatant la désaffectation et décidant l'expropriation du site n° SAE/LS80 dit « Ateliers Cabay-Jouret » à La Louvière,

Arrête :

Article 1^{er}. La parcelle cadastrée ou l'ayant été à La Louvière, 4e division, section A21, n° 636h2 est exclue du périmètre du site d'activité économique n° SAE/LS80 dit « Ateliers Cabay-Jouret » à La Louvière (Haine Saint-Pierre).

Le plan n° SAE/LS80-C annexé au présent arrêté remplace le plan annexé à l'arrêté ministériel du 25 janvier 1999.